



NATIONS UNIES

JOURNAL

COMITÉ DES UTILISATIONS PACIFIQUES DE L'ESPACE EXTRA-ATMOSPHERIQUE

SOUS-COMITÉ JURIDIQUE
QUARANTE-HUITIÈME SESSION
Vienne, 23 mars-3 avril 2009

VENDREDI 3 AVRIL 2009

N° 11

Programme des séances et ordre du jour
du vendredi 3 avril 2009

10 heures-13 heures

801^e séance

Salle de conférence III

Point de l'ordre du jour:

4. Adoption du rapport du Groupe de travail sur l'état et l'application des cinq traités des Nations Unies relatifs à l'espace

11. Adoption du rapport du Groupe de travail sur les législations nationales relatives à l'exploration et à l'utilisation pacifiques de l'espace extra-atmosphérique

Adoption du rapport du Sous-Comité juridique

15 heures-18 heures

802^e séance

Salle de conférence III

Point de l'ordre du jour:

Adoption du rapport du Sous-Comité juridique

V.09-82234 (F)



RÉSUMÉ DES SÉANCES

799^e séance

Propositions au Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique concernant les nouveaux points à inscrire à l'ordre du jour de la quarante-neuvième session du Sous-Comité juridique [12]

Le Sous-Comité a conclu son examen de ce point de l'ordre du jour en entendant les déclarations des représentants de l'Arabie saoudite et de la Chine.

Adoption du rapport du Groupe de travail sur la définition et la délimitation de l'espace

Le Sous-Comité a conclu son examen de ce point de l'ordre du jour en adoptant le rapport du Groupe de travail sur la définition et la délimitation de l'espace (A/AC.105/C.2/2009/DEF/L.1).

GROUPE DE TRAVAIL SUR LA DÉFINITION ET LA DÉLIMITATION DE L'ESPACE

Le Groupe de travail a tenu une séance à huis clos dans la matinée pour adopter son rapport.

GROUPE DE TRAVAIL SUR LES LÉGISLATIONS NATIONALES RELATIVES À L'EXPLORATION ET À L'UTILISATION PACIFIQUES DE L'ESPACE EXTRA-ATMOSPHERIQUE

Le Groupe de travail a tenu une séance à huis clos dans la matinée.

800^e séance

Adoption du rapport du Sous-Comité juridique

Le Sous-Comité a commencé l'adoption de son rapport (A/AC.105/C.2/L.276 et Add.1) en entendant les déclarations des représentants de l'Algérie, de la Chine, de la Colombie, de l'Espagne, des États-Unis d'Amérique, de l'Inde et de la République bolivarienne du Venezuela.

L'observateur de l'Association de droit international (ADI) a également fait une déclaration.
